

## **BERCY, VOTRE PARTENAIRE POUR LE MONDE**

**« Grands marchés mondiaux, grands contrats : quelles perspectives économiques et commerciales en 2014 ? »**

**INTERVENTION DE RAMON FERNANDEZ,**

**DIRECTEUR GENERAL DU TRESOR**

Madame la Ministre, Mesdames et Messieurs les Présidents, Mesdames et messieurs les dirigeants d'entreprises, Mesdames et messieurs les directrices et directeurs, Mesdames, Messieurs, mes chers amis,

Bienvenue. Bienvenue à vous pour cette conférence : Bercy, votre partenaire pour le monde, dont la signature « Bercy for Business » exprime notre mobilisation en soutien au développement international de nos entreprises dans le cadre de la politique de diplomatie économique du gouvernement.

La croissance française retrouvera en 2014 une pente plus positive. Elle devrait avoisiner 1% sur l'ensemble de l'année, avec une dynamique plus marquée au second semestre devant déboucher sur un chiffre bien meilleur en 2015 (1,7%). C'est bien sûr une excellente nouvelle, même si tout doit être fait pour accélérer ce rythme, en lien avec le redressement de nos finances publiques qui suppose d'abord et avant tout une réduction de la dépense publique. Mais la progression de l'emploi et l'accroissement de votre chiffre d'affaires se joueront davantage encore sur les marchés internationaux, dont l'évolution devrait être en 2014 nettement plus favorable qu'au cours des dernières années.

Ce dégel des opportunités d'affaires à l'exportation, à des degrés divers il est vrai selon les destinations, s'accompagne, seconde bonne nouvelle, d'un réveil de la négociation commerciale internationale, celle que les Etats conduisent pour libérer les échanges et lever les barrières au commerce, que ce soit dans le champ des négociations multilatérales à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), avec l'accord de Bali conclu en décembre 2013, ou dans le champ des négociations bilatérales. C'est une bonne nouvelle car, si la crise de 2008 n'avait pas, fort heureusement, entraîné de tensions protectionnistes majeures, sans doute à cause du souvenir des désastres résultant de la guerre commerciale des années 30, peu d'avancées s'étaient faites depuis cinq ans.

Pour identifier et exploiter ces opportunités nouvelles, nos entreprises peuvent s'appuyer sur les réseaux à l'international de la DG Trésor et de ses partenaires, tous ici largement présents.

La manifestation de ce matin s'inscrit en effet dans le cadre de la conférence annuelle de notre réseau international: comme toute entreprise, nous réunissons périodiquement nos représentants à l'étranger, nos analystes, notre force de vente, présente presque partout dans le monde, pour échanger avec eux sur le climat économique et celui des affaires pour leur faire part de nos priorités pour la période à venir. Je veux, bien sûr, parler de nos chefs de service économique et chefs de service économique régionaux, présents dans près de 120 pays représentant 97% de nos exportations. Dans leurs fonctions, dans le cadre de la politique nationale coordonnée dans chaque pays par les ambassadeurs, ils partagent avec les entreprises françaises leur analyse de la situation économique et financière de leurs pays de résidence, promeuvent les offres françaises sur les grands contrats d'équipement et d'infrastructure, portent l'image économique de la France et de ses atouts auprès des investisseurs, identifient les restrictions d'accès aux marchés, assurent la coordination des autres acteurs publics présents à l'étranger dans le champ de l'appui économique.

Parmi ces autres acteurs publics essentiellement Ubifrance, auquel la DG Trésor a apporté progressivement entre 2009 et 2012 les activités exercées jusqu'alors par son réseau international dans le champ du service aux entreprises. Ubifrance est associé aux journées du réseau de la DG Trésor, je salue son directeur général Christophe Lecourtier, qui avait un empêchement ce matin mais nous rejoint cet après-midi. Une vingtaine de ses directeurs de zone sont également présents ce matin. Ubifrance apporte aux entreprises françaises exportatrices, dans le respect des prérogatives des acteurs privés intervenant dans ce domaine, les prestations de premier niveau dont celles-ci ont besoin pour démarrer sur un nouveau marché et y consolider leur présence.

Notre réunion ce matin a pour objectif de permettre à chacun d'entre vous de mieux comprendre comment vous appuyer à l'export sur ces réseaux, relayés en France par le service international des Directions Régionales des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) et le nouveau réseau Bpifrance Export, qui fera l'objet de la 1<sup>ère</sup> table-ronde. Le déjeuner vous permettra de rencontrer de manière plus informelle celles et ceux qui vous aideront au développement de vos affaires.

Car c'est bien de développement, d'opportunités, de croissance que nous souhaitons parler aujourd'hui, d'abord pour rompre avec le pessimisme ambiant mais aussi parce que ceux qui ont persévéré et réussi dans leurs projets de développement à l'international et que vous entendrez témoigner lors des tables-rondes, méritent qu'on les écoute, qu'on les admire et qu'on s'en inspire : je les cite : Ercom, le groupe Haulotte, Systra, Celectis, Dalkia, Lucibel Technologies,

Mais, au-delà, si nous entendons parler ce matin de développement, c'est qu'il se prépare quelque chose de plus fondamental : la demande mondiale devrait en effet augmenter plus fortement en 2014 et 2015 que les années précédentes, ouvrant à nos exportateurs des opportunités sans précédent depuis l'avant-crise.

Les prévisions des différentes institutions (OCDE, Commission Européenne, FMI) pointent la même tendance : la croissance adressée à la France, c'est-à-dire la croissance moyenne de la demande de nos clients pondérée de leur part dans nos exportations, était de 1% en 2012 et de 2% environ en 2013, elle devrait dépasser 4% en 2014 et 5% en 2015. Sans revenir pour autant aux niveaux connus avant la crise (plus de 6% en moyenne annuelle entre 1983 et 2007), il y a là une opportunité de 1er rang à saisir, d'abord pour vous, entreprises exportatrices, pour le pays, ensuite, avec la perspective de diminuer notre déficit commercial dans la ligne de l'objectif qui a été fixé par le gouvernement, à savoir le retour d'ici 2017 à l'équilibre de notre commerce extérieur hors énergie.

D'où provient ce surcroît de croissance ? Pour l'essentiel il traduit le redressement progressif de la croissance dans les économies développées, y compris en Europe et dans la zone euro, et le maintien d'un niveau assez élevé, quoiqu'en baisse, des performances des pays émergents, notamment de la Chine.

Reprenons ces éléments dans le détail : depuis plusieurs années l'économie de la zone euro n'était globalement plus en croissance et, les marchés ouverts aux produits et services de nos entreprises y étaient au mieux stables. Un cap est franchi. Un effort colossal, mais indispensable, d'ajustement et de compétitivité a été réalisé par les pays en difficultés, à un coût social que nous savons lourd, pour rétablir leurs finances internes – leurs équilibres budgétaires - et extérieures – leurs balances commerciales et de paiements. Le retour début 2014 de certains de ces pays sur les marchés financiers symbolise ce redressement. Parallèlement, la zone euro a été consolidée et des réformes

fondamentales ont été engagées. L'accord obtenu le mois dernier sur le second pilier de l'Union Bancaire devrait permettre de distendre, puis de rompre le cercle vicieux qui s'était installé entre risque bancaire et risque souverain, par lequel la défaillance d'un établissement bancaire mobilisait le soutien financier de l'Etat dans lequel cette banque était basée, affaiblissant le crédit du pays et induisant par là même une dévalorisation des actifs détenus sous formes de titres de dette publique par les autres établissements financiers du pays. Ce n'est pas l'objet de cette journée de rentrer dans le détail de cette union bancaire qui se met en place mais soyez assuré qu'elle constitue une avancée historique de la construction européenne, à travers une supervision plus efficace et les mécanismes qu'elle met en place pour anticiper et résoudre d'éventuelles crises bancaires. Les fondamentaux de l'économie européenne s'en trouveront consolidés et conforteront le redémarrage de la croissance. D'autres mesures d'ordre macro-économiques y contribuent : je pourrais notamment citer l'accroissement des engagements de la Banque Européenne d'Investissement : 64 Mds € de prêts signés en 2013 contre 45 en 2012 pour l'ensemble de l'UE dont 7,8 Mds € en France contre 4,3 Mds € en 2012.

Les faits sont donc là : les économies de la zone euro feront mieux en 2014 qu'en 2013, d'un point de croissance environ. Plus de consommation, même modestement, plus d'investissements des entreprises et davantage de débouchés potentiels

De leur côté, partant d'une base plus 2013 plus élevée que la zone euro, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui ont mené des politiques monétaires et budgétaires plus accommodantes que les nôtres ces deux ou trois dernières années, devraient connaître également une accélération de la croissance économique, et donc de leurs importations en 2014. Il est assez remarquable que la croissance américaine se soit montrée aussi résiliente, alors qu'un bras de fer politique entre le Congrès et le président a provoqué cet automne la fermeture des services gouvernementaux (« shutdown ») pendant une douzaine de jours. C'est de bon augure quand on envisage l'impact du resserrement progressif de la politique monétaire de la Fed qui vient de s'engager et s'étagera au fil de l'année 2014.

Au total, et bien que prenant en compte l'exception d'un Japon dont la dynamique de croissance pourrait, elle, un peu ralentir en 2014 en dépit de la poursuite d'une politique active de soutien du gouvernement japonais à l'activité, l'accroissement de la demande internationale imputable aux seuls pays

développés, négative en 2012, nulle en 2013 devrait être de l'ordre de 2% en 2014 et de 3% en 2015.

Que se passe-t-il a contrario du côté des émergents ? Il est vrai qu'ils ont globalement moins bonne presse qu'il y a quelques années. Leurs performances sont moins unanimement brillantes et certains d'entre eux connaissent des difficultés politiques ou abordent, notamment du fait d'élections, une période d'incertitude relative. Il y a entre avril et septembre 2014 des élections nationales en Afrique du Sud, en Inde, au Brésil, en Turquie et en Indonésie.

Les économies émergentes ont connu depuis 2011 un ralentissement continu et régulier (6,2 % en 2011, 4,9% en 2012, et 4,5 % en 2013). Les derniers chiffres ont confirmé la décélération de l'activité notamment au Brésil, en Inde, en Afrique du Sud, en Russie et au Mexique. Il semble cependant que l'on arrive tous pays confondus à un point bas : les prévisions dont nous disposons reflètent en effet un possible rebond des pays qui avaient le plus fléchi ces deux dernières années, dont le Brésil et l'Inde.

Au-delà, la croissance devrait repartir dans la plupart des pays émergents, sans pour autant regagner les niveaux d'avant crise. Le FMI prévoit ainsi une relative reprise en 2014 (+5,1% en agrégé) et une stabilisation à ce niveau, n'excluant pas des accidents ponctuels, notamment liés à des difficultés politiques.

Constamment à des niveaux plus élevés de croissance que les autres économies en émergence, la Chine connaît fondamentalement la même évolution : un ralentissement progressif et une stabilisation de la tendance, mais de quoi parle-t-on ? D'une croissance annuelle durable de 7% que certains experts voient s'éroder progressivement à 5% à partir de 2025.

En synthèse, les marchés émergents continueront donc d'alimenter en 2013 et 2014 la croissance de la demande mondiale dans des proportions voisines de ce qu'on a observé dans le passé récent. Il nous revient de mieux exploiter, comme ont su le faire certains de nos partenaires en Europe, les potentialités de ces marchés. Il s'agit là certainement de l'un des champs où une meilleure synergie des attentes des entreprises et de l'offre de services des réseaux publics, dont celui de Bercy, est attendue.

Si l'on quitte la dimension géographique pour analyser la demande mondiale en termes plus sectoriels, le phénomène d'émergence économique est porté par une évolution de fond qui affecte l'ensemble des pays ressortant de cette catégorie : la montée en puissance d'une classe moyenne qui dispose d'un pouvoir d'achat plus élevé et aspire à une consommation de qualité, de confort et statutaire, globalement favorable aux produits importés. C'est sur cette vague que, sous l'impulsion de la ministre du commerce extérieur, nous entendons construire un volet important de notre stratégie à l'export autour des quatre familles de produits et services que nous avons identifiées en liaison avec les entreprises comme répondant à cette évolution en profondeur : « Mieux se nourrir », « Mieux se soigner », « Mieux communiquer » et « Mieux vivre en ville », toutes filières pour lesquelles notre pays dispose d'une offre performante, d'entreprises leaders et d'atouts spécifiques.

Pour illustrer ce phénomène, on peut prendre l'exemple de la Chine : selon l'OCDE, 10% des 1,35 milliard de Chinois appartiennent déjà à la classe moyenne. Ils devraient être 40% en 2020, soit 560 millions de personnes. D'ores et déjà, le PIB/habitant de la Chine a augmenté de plus de 6 fois en termes de parité du pouvoir d'achat (PPA) entre 1995 et 2012. Aujourd'hui le PIB/habitant chinois est déjà le quart de celui de la France (9000 \$ contre 36 000 \$).

Au-delà de ce constat, il semble important, même si c'est évidemment davantage un élément de long terme qu'un enseignement pour l'avenir immédiat, de mentionner la prise de conscience du risque de sous-investissement mondial dans les infrastructures. Ce sous-investissement s'alimente à la fois de la crise des budgets publics des pays développés et d'une préférence relative en faveur de la consommation et du court terme dans un certain nombre de pays émergents (mais pas en Chine). La création d'un groupe de travail dédié dans le cadre du G20 témoigne de cette prise de conscience. L'Australie, qui assure la présidence du G 20 en 2014, a fait de ce sujet l'une des priorités de sa présidence avec l'objectif très concret de quantifier les besoins d'investissements et de trouver des solutions innovantes aux problèmes de financement qu'ils posent. Un premier rapport du *think tank* G30 de février 2013 estime que les besoins en infrastructures dans les principales économies du monde<sup>1</sup> vont progresser de 1000 Mds\$ sur la décennie entre 2010 et 2020 (pour atteindre 2400 Mds\$). Nous savons que notre pays dispose, que l'on parle de

---

<sup>1</sup> Allemagne, France, Etats Unis, UK, Japon, Chine, Inde, Mexique, Brésil

constructions, de transports, d'aménagements urbains, de production d'énergie, classique ou nucléaire, d'avantages déterminants.

Avant de laisser la parole aux acteurs de l'exportation et du développement international, quelques mots pour saluer la relance intervenue en matière de libéralisation des échanges, une autre voie pour ouvrir des opportunités d'affaires à nos entreprises.

La 9ème Conférence ministérielle de l'Organisation ministérielle du commerce (OMC), qui s'est tenue à Bali (Indonésie) du 3 au 6 décembre 2013, s'est en effet conclue sur un succès, partiel certes, mais un succès quand même. L'accord trouvé sur la facilitation du commerce aura un effet positif pour les entreprises exportatrices, notamment pour les PME, qui sont les premières pénalisées par les procédures douanières trop lourdes. Ce résultat a été obtenu en respectant les lignes rouges fixées par les Etats-membres de l'UE, et notamment la France, en matière agricole. La conférence de Bali permet aussi de sauver dans l'immédiat la crédibilité de l'OMC comme instance de négociation et prépare le terrain pour une nouvelle tentative de finalisation du cycle de Doha, resté inachevé depuis son lancement en 2001. Nous ferons en 2014 des propositions constructives et innovantes à Bruxelles, et le cas échéant dans le cadre du G20 australien, pour consolider cette relance du multilatéralisme commercial, dans un sens utile à nos entreprises. A titre d'illustration, les travaux conduits en 2013 sur la libéralisation des biens environnementaux et la forte implication de Mme Bricq sur ce sujet à Bruxelles pourraient déboucher en 2014 sur le lancement d'une négociation plurilatérale en la matière.

Perspective souvent évoquée sans pour autant aboutir, depuis les années 1990, le projet de négociation d'un grand accord de libre-échange transatlantique est devenu réalité à l'été 2013, lors du lancement des négociations entre la Commission européenne et les Etats-Unis, préalablement autorisées par mandat des Etats-membres de l'UE. Une étude d'impact du CEPII indique que l'impact macroéconomique de l'accord sera d'autant plus positif que ce dernier sera ambitieux en matière de barrières non-tarifaires et de convergence réglementaire (+0,5% de PIB annuel à l'horizon de 10 ans). La France avait obtenu en amont des garanties en matière de préservation des services publics, de protection des « préférences collectives » européennes (normes sanitaires et environnementales), d'un encadrement strict et exigeant d'un éventuel

mécanisme d'arbitrage investisseurs-Etat, et d'exclusion des services audiovisuels des négociations.

Où en sommes-nous ? Via les consultations auxquelles nous avons procédé en amont nous avons une bonne idée des intérêts offensifs (et défensifs) de la France dans cette négociation, c'est-à-dire des opportunités nouvelles pour nos exportateurs : levée de barrières non-tarifaires, notamment en matière agricole, accès aux marchés publics et levée des clauses de préférence locale, libéralisation des services financiers, protection de nos indications géographiques, énergie. Trois sessions de négociation ont eu lieu, qui ont permis, sans entrer encore dans le vif des sujets, de préciser le périmètre des discussions. Ces négociations pourraient avancer rapidement en 2014 même si elles débordent certainement sur la prochaine Commission européenne.

Il y a bien d'autres négociations commerciales européennes en cours, par exemple avec le Canada, pour lequel la mise en œuvre est en cours, le Japon, qui progresse moins rapidement, et certains pays de l'ASEAN ou le Mercosur, à des stades divers d'avancement. Avec les Etats-Unis et le Japon, l'UE ne fait que suivre une tendance récente à la multiplication des négociations pour des « méta-accords régionaux » comme le Transpacific Partnership, les négociations ASEAN + 6 ou celles moins avancées entre Chine-Japon-Corée. La compréhension des enjeux nouveaux posés par ces grandes négociations, tant géostratégiques que pour nos entreprises lorsque l'UE n'est pas dans ces négociations, doit être analysée finement. Nous nous y attachons avec notre réseau et en consultant largement l'ensemble des parties prenantes intéressées, au premier chef les entreprises, susceptibles de bénéficier des ouvertures nouvelles que ces accords recèlent.

## Conclusion

Tant sur les marchés que dans les coulisses des négociations internationales, la galaxie Bercy est sur le pont, pleinement mobilisée au service du succès de nos entreprises sur les marchés internationaux, en liaison avec nos collègues du ministère des affaires étrangères dans le cadre de la montée en puissance de la diplomatie économique, qui est une priorité du gouvernement.

Cette action est indissociable de celle que nous conduisons au quotidien dans le champ de la politique économique et du financement de l'économie, car nous

sommes bien conscients que des succès durables à l'international, comme l'exemple de certains de nos partenaires le montre, dépendent aussi de la poursuite d'un processus de réformes économiques ambitieuses en France, au service d'une meilleure compétitivité sur les marchés extérieurs.